



Investir dans les populations rurales

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**PROJET D'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES (PAFA)**

**RAPPORT DE SUPERVISION**

**JUILLET 2012**

<b>NUMÉRO DU PRÊT:</b>	<b>752-SN</b>
<b>NUMÉRO DU PROJET:</b>	<b>1414</b>
<b>NUMÉRO DU RAPPORT:</b>	<b>2760-SN</b>

Rapport de supervision

**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

**PROJET D'APPUI AUX FILIÈRES AGRICOLES (PAFA)**

**PRET FIDA N° 752-SN/ DON FIDA N° 1051-SN / PRET OFID N° 1272 P**

Mission de supervision: DU 11 AU 19 JUILLET 2012

Rapport de supervision

**A. Introduction<sup>1</sup>**

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée au Sénégal du 11 au 19 juillet 2012 pour assurer la supervision du Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA). Cette mission avait pour objectifs : i) Évaluer la performance globale du projet et ses impacts et constater son état d'avancement en mettant l'accent sur les produits et réalisations des différentes composantes ; ii) Faire le point sur la prise en compte des recommandations de la dernière mission de supervision ; iii) Apprécier la qualité de la gestion administrative et financière du projet, en particulier, l'acquisition des biens et services, le suivi des contrats, la tenue de la comptabilité, etc. ; et iv) Apprécier les perspectives de durabilité des produits et impacts du projet, en particulier la contractualisation entre les opérateurs de marchés (OM) et les organisations des producteurs (OP) et enfin, formuler des recommandations.

2. La mission a été accompagnée par les membres du Gouvernement (Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural, Ministère de l'Économie et des Finances). Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de coordination (UCP) du projet tout au long de son séjour. Elle a rencontré les principaux partenaires du projet, à savoir : le Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural (Tutelle technique du projet) et le Ministère de l'Économie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur). Dans les régions visitées, la mission a rencontré les autorités administratives, les structures locales décentralisées et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural.

3. La mission s'est rendue dans les régions de Kaolack, de Fatick et de Diourbel. Elle a rencontré des Communautés rurales, des OP porteurs de sous projets, des OM, des producteurs, et a visité des sites de production ainsi que des sites de transformation.

4. Une réunion de restitution s'est tenue à Dakar au Ministère de l'Économie et des Finances le 20 juillet 2012. Cette restitution avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les

---

<sup>1/</sup> La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, Chef de mission, Monsieur Daouda Dia, Chargé de Programme FIDA au Sénégal, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Sénégal, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité, Monsieur Lacine Ahidara, Consultant FIDA, Responsable des aspects de filières agricoles ; Monsieur Moustapha Waly Diouf et Mademoiselle Aïssatou Padane, Représentants de Global Youth Innovation Network (GYIN) pour le jeunesse. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Ndiobo Diène, Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural, et Monsieur Arona Niang, Expert à la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DAPS) ; Monsieur Ibrahima Diouf, Ministère de l'Économie et des Finances. Monsieur Sémou Diouf, Coordonnateur du PAFA et ses collaborateurs ont également participé à la mission.

## Rapport de supervision

commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du projet ainsi que ceux de l'UCP.

5. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture et de l'équipement rural (Cabinet, DAPS), de l'Economie et des Finances, les Autorités Administratives de Kaolack, les cadres du Projet et les bénéficiaires des régions visitées pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

### **B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet**

6. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. En 23 mois de mise en œuvre, le Projet a atteint des résultats significatifs. Les partenariats entre le Projet et les institutions pérennes étatiques et privées sont opérationnels. Il en est de même pour la contractualisation entre OP et OM. L'accès des producteurs aux intrants de qualité (semences et engrais) et au matériel agricole et leur insertion au marché ont fortement amélioré la résilience des ménages à la sécurité alimentaire et augmenté les revenus des ménages ciblés. L'amélioration de la productivité a significativement réduit la période de soudure dans la zone d'intervention du Projet au sein des ménages vulnérables bénéficiaires. Dans une perspective de durabilité des résultats, le Projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des personnes ressources endogènes et l'autonomisation des OP. Elles sont de plus en plus capables de négocier avec les fournisseurs d'intrants, les opérateurs de marché et les institutions de financement.

7. L'appui du Projet à la production agricole a permis de financer 156 Sous Projets d'Accès au Marché (SPAM) dont 40 en 2011 et 116 en 2012. En effet, pour la campagne 2011, pour le mil/sorgho, 2 020 ha ont été emblavés par 1 017 ménages et ont produit 2 225 tonnes ; pour le niébé, ce sont 480 ha, 480 ménages et 248 tonnes ; pour le sésame, ce sont 1 250 ha, 1 132 ménages et 685 tonnes. Avec l'utilisation de 54,9 tonnes de semences certifiées et de 942 tonnes NPK, 671 tonnes d'urée et 266 tonnes d'engrais biologiques, les rendements moyens de ces cultures ont sensiblement augmenté (mil : de 565 kg/ha à 1080 kg/ha, soit 85% ; niébé, de 300 à 550 kg/ha, 83% ; sésame : de 300 à 550 kg/ha, 83%). En ce qui concerne la campagne 2012, les emblavures sont les suivantes : mil, 5 324 ha ; sorgho, 40 ha ; niébé, 1 150 ha ; sésame, 1 546 ha ; bissap, 266 ha ; maïs, 382 ha pour 7 302 ménages vulnérables.

8. En ce qui concerne l'aviculture villageoise améliorée, 38 sous-projets ont été financés pour 846 ménages. En effet, l'amélioration de l'habitat, de l'alimentation et de la prophylaxie, a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire (1610 poulets et 2 500 œufs autoconsommés) ; les ventes ont également augmenté ?.

9. Pour ce qui est de la mise en marché, grâce à l'approche de la contractualisation entre OP et OM, les producteurs ont pu écouler en 2011, 397 tonnes de sésame, 12 tonnes de niébé et 340 tonnes de mil à des prix jugés intéressants (prime de 10 à 25 F CFA à la qualité). Pour l'année 2012, les productions prochaines de mil, de maïs, des bissap, de niébé et de sésame ont fait l'objet d'une vente à terme (pour le sésame) et vente à options pour les autres à travers le renouvellement des contrats avec les OM.

10. Dans le cadre de la structuration des filières, les tables filières mil/sorgho, Niébé et Sésame ont été mises en place et sont fonctionnelles. Celles-ci ont élaboré des plans de développement filière et des plans d'action annuels regroupant des sous projets.. Ces tables mettent actuellement en œuvre des activités de multiplication de semences de mil,

### Rapport de supervision

de sésame et niébé, de promotion du « consommer local », de diffusion de solutions techniques et organisationnelles.

11. L'exécution des activités relatives aux infrastructures sur financement OFID a démarré avec un retard suite à l'indisponibilité des ressources. Elle a néanmoins permis la réhabilitation de 8 périmètres maraichers, la finalisation du magasin de collecte primaire de 60 tonnes à Keur Diogoy.

12. Le taux de décaissement du Projet se situe à 21.33% au 30 juin 2012. Toutefois, le règlement des DRF N° 10 et 11 d'environ 609 101,59 DTS en instance de traitement au FIDA portera ce taux à 28,02%.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Compte tenu du calendrier agricole, la mission recommande que l'UCP du PAFA soit dotée du pouvoir juridique de contracter et d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée conformément à la législation nationale, à l'instar du PRODAM II et du PADAER	MAER/UCP	31 octobre 2012

### C. Produits et réalisations

13. D'une manière générale, au 30 juin 2012, l'état de mise en œuvre du PTBA 2012 se présente de la façon suivante :

14. **Information/sensibilisation des différents acteurs sur le Projet.** Les réunions d'information et de sensibilisation ont été menées par l'ANCAR et les chambres consulaires en relation avec les CADL, les CLCOP et les Inspections Régionales des Services Vétérinaires (IRSV), l'Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances (ORCAV) de Kaffrine, le Directoire Régional des Femmes en Elevage (DIRFEL) de Kaffrine, la Maison des éleveurs (MDE) de Kaolack et les IRSV de Kaffrine et de Kaolack. Au total, 86 ateliers et réunions ont été organisés dont 17 dans la région de Kaolack, 18 dans la région de Fatick, 19 dans la région de Kaffrine et 32 dans la région de Diourbel. Ces ateliers ont enregistré la participation de 3 958 acteurs de 97 OP, 95 ASC, 59 GPF, 86 OM et 2 OP faïtières d'éleveurs (DIRFEL et MDE).

15. En outre, des protocoles d'accord ont été signés avec Sud FM Kaolack et les radios communautaires de Kaffrine et de Koungueul. Des émissions dénommées « info-filières » servent de cadre de partage d'information et d'échange entre les acteurs des filières.

16. **Mise en œuvre des SPAM.** Le Projet a reçu 383 requêtes de SPAM dont 116 ont été retenus, soit 65,17%. En 2012, ces sous projets concernent 51 SPAM de production de mil/sorgho (5 324 ha ; 2 762 ménages), 10 de sésame (1 546 ha ; 1 426 ménages), 46 de niébé (1 150 ha ; 1 150 ménages), 6 de bissap (266 ha ; 532 ménages), 38 en aviculture (846 poulaillers ; 846 ménages), un en apiculture (50 ruches ; 50 ménages), un en halieutique pour 70 ménages, et 3 en maïs (382 ha ; 382 ménages). Au total, 7 302 ménages vulnérables membres de 156 OP, dont 40% exclusivement de femmes, 8% d'OP de jeunes et 52% de GIE mixtes sont appuyés.

17. **SPAM Mil/sorgho.** Les quantités d'intrants mises à la disposition sont de 22,1 T de semences, 552,4 T de NPK et 552,4 T d'urée. En moyenne, les charges d'exploitation sont évaluées à 54 000 F CFA/ha, avec une marge brute attendue de 96 000 F CFA pour un rendement prévisionnel de 1 tonne/ha.

### Rapport de supervision

18. **SPAM sésame.** Les quantités d'intrants achetées et distribuées par les OP sont de 6,184 T de semences certifiées 154,6 T d'engrais NPK et 77,3 T d'urée. Les charges d'exploitation à l'hectare sont évaluées à 43 000 F CFA, avec une marge brute attendue à l'hectare est 227 000 F CFA pour un rendement prévisionnel de 600 kg/ha.

19. **SPAM niébé.** Les intrants achetés et distribués par les OP sont de 18,4 T de semences certifiées et 172,5 T d'engrais NPK. En moyenne, les charges d'exploitation par ménage sont évaluées à 54 000 F CFA, avec une marge brute attendue des SPAM niébé par hectare de 126 000 F CFA pour un rendement prévisionnel de 600 kg/ha.

20. **SPAM bissap.** Les OP bénéficiaires ont acheté et distribué 1,06 T de semences et 266 T d'engrais biofertyl. Par hectare, les charges d'exploitation sont évaluées à 83 500 F CFA, la marge brute attendue à 126 000 F CFA, soit 63 000 F CFA par ménage pour un rendement prévisionnel de 300 kg/ha.

21. **SPAM aviculture villageoise améliorée.** Ces poulaillers vont abriter 8 460 sujets dont 846 coqs « raceurs » pour l'amélioration génétique de la race locale. Les trois (3) sous projets démarrés en 2011 ont largement contribué à la sécurité alimentaire des ménages (1610 poulets et 2 500 œufs autoconsommés) et l'augmentation des revenus par la vente du poulet. En moyenne la marge par ménage est 94 000 F CFA par poulailler.

22. **SPAM Apiculture.** Pour améliorer la qualité de la production de miel, le Projet a mis à la disposition des producteurs 50 ruches modernes et une mièlerie équipée d'extracteurs, presses, balance etc.

23. **SPAM exploitation produits halieutiques.** Pour améliorer la qualité de la production d'huitres destinée aux réceptifs hôteliers de la zone, le Projet appuie l'organisation pour l'acquisition de séchoirs modernes et de pirogues motorisées attendus pour le mois de septembre 2012.

24. **SPAM Maïs.** Les OP bénéficiaires ont acheté et distribué 6,113 T de semences, 76,4 T d'engrais NPK et 57, 3 T d'urée.

25. **Intrants et Matériel Agricole.** Au total, les OP ont distribué, en semences certifiées, 21 tonnes de mil, 640 kg de sorgho, 18 tonnes de niébé, 6 tonnes de sésame, 1 tonne de bissap et 7 tonnes de maïs. En matériel, elles ont commandé 238 semoirs, 201 houes et 294 pulvérisateurs dont 50% réceptionnés par les producteurs.

26. **Transformation de produits agricoles.** Le projet a consolidé sept (7) unités de transformation de produits agricoles (Etablissement Keur Yaye Aby Ndao, GIE Mame Diarra Bouso, GIE Kharitu Xaleyi, REFABEC, la Centrale d'Achat de Touba Toul, les Femmes Transformatrices de Sokone, l'Union Régionale des Femmes Coopératrices de Kaolack) par l'acquisition d'équipements et d'autorisations FRA. Au total, le projet a appuyé les unités à obtenir 35 Autorisations de Fabrication (FRA).

27. **Cofinancement des SPAM.** Pour le financement des sous projets, les OP ont mobilisé 31 423 350 FCFA pour leur contribution (35% pour les SPAM de première génération et 20% pour les sous projets de deuxième génération), à travers l'épargne locale et le crédit de campagne.

28. **Infrastructures d'irrigation à la parcelle.** Les études d'Avant Projet Détaillé de l'aménagement des périmètres en aval des forages, des périmètres autour des bassins de rétention et des périmètres maraîchers dans les cuvettes maraîchères ont été réalisées. Le PAFA a déjà réhabilité 7,25 ha de périmètre maraîchers et 9,5 ha sont en cours de réhabilitation.

Rapport de supervision

29. **Infrastructures communautaires :** Les activités ont porté sur : (i) les études d'Avant Projet Détaillé des vallées de Ndénderling (4 ha) dans la communauté rurale de Keur Samba Guèye, Némabah (5 ha) et Diaré de Ndoumboudji (4 ha) dans la communauté rurale de Toubacouta dans le département de Foundiougne ; (ii) l'élaboration de la convention de partenariat entre la Communauté rurale de Latmingué et le PAFA, ainsi que la demande de proposition pour l'étude d'exécution de 17km de piste reliant latmingué à keur Mamour SECK et (iii) élaboration et signature de Protocoles d'Accord PAFA/ARD (maîtrise d'ouvrage) et PAFA/Communautés rurales.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etudier avec les partenaires concernés, la possibilité de réduire la contrepartie des collectivités locales qui est actuellement de 10%	OFID/Etat/Collectivités locales	31 octobre 2012

#### D. Avancement de l'exécution du Projet

30. **Information/sensibilisation/communication.** Au total 161 réunions ont été organisées dans les trois zones d'intervention du projet. Au niveau local, les ateliers ont enregistré la participation de 6018 personnes dont 43 % de femmes, 33 % d'hommes et 24 % de jeunes, membres de 1235 OP. Elles ont permis aux différents acteurs d'avoir une meilleure connaissance de la démarche du Projet, des résultats attendus et des opportunités offertes, les possibilités d'insertion des jeunes ruraux dans les filières soutenues ainsi que l'implication du secteur privé dans la commercialisation des produits agricoles à travers la contractualisation commerciale avec les OP pour la mise en œuvre des SPAM.

31. **Mise en œuvre des SPAM.** Les OP ont formulées au total 569 SPAM d'acquisition d'intrants et de petit matériel de production dans les 3 Zones agro-écologiques dont 129 dans la Zone sud-est (22,7%), 231 dans la Zone nord (40,6%) et 209 dans la Zone sud-ouest (36,7%).

32. Toutes filières confondues, le projet a appuyé, après 2 ans de mise en œuvre, 156 SPAM (soit 52% du nombre de SPAM en fin de projet) pour 156 OP, au bénéfice de 7 302 ménages, soit 51% du nombre de ménages directs à atteindre en fin de projet.

33. **Périmètres maraîchers.** Dans la région de Kaolack, les périmètres maraîchers (3 ha) de Ndobène, Darou Keur Bala ont été équipés de pompes solaires (2 m<sup>3</sup>/h, HMT 55 mètres), celui de Ndalane Bambara est équipé d'une électropompe (5m<sup>3</sup>/h, HMT 55 mètres). Six (6) bassins sont en construction pour renforcer les capacités de stockage de ces périmètres. Pour la réalisation des sept (7) périmètres (58 ha) du département de Bambey, l'opérateur a déjà été sélectionné et les travaux démarreront en septembre 2012. Ce sont 120 ménages vulnérables qui bénéficieront de 120 kits familiaux de 625 m<sup>2</sup> chacun.

34. **Périmètres maraîchers.** En partenariat avec Caritas Diocèse de Kaolack, le périmètre maraîcher des femmes de Sadioga est en cours de réhabilitation avec le fonçage d'un puits hydraulique d'une profondeur totale de 10 mètres, la mise en place d'une clôture « type ferlo » sur 1,25 ha et la construction de dix (10) bacs d'irrigation.

## Rapport de supervision

35. Le PAFA a appuyé l'amélioration du système d'irrigation par l'installation de 42 kits familiaux autonomes de 1250 m<sup>2</sup> sur le périmètre de Tallègne (5 ha). Ces kits sont composés de filtres, de lignes de goutteur (diamètre 16) et de compteurs volumétriques.

36. Pour les périmètres de Dinguiraye, Kangarlou, Thiép et Keur Samba Kane, les plans d'action ont été réalisés et les réhabilitations sont planifiées pour démarrer dans le courant d'octobre 2012.

37. **Infrastructures communautaires.** Les résultats des études d'Avant Projet Détaillé de mise en valeur de vallées sont disponibles. Pour les aménagements de vallées, des actions ont été entreprises par des partenaires sur certains sites (Wulanafa a recharger les diguettes de contrôle du ruissellement dans la vallée de Néma Bah).

38. La convention de financement pour les 17 km de piste reliant Latmingué à Keur Mamour SECK a été approuvée par le Conseil Rural de Latmingué. Lors de sa visite sur le terrain, la mission a été informée des difficultés de mobilisation de la contrepartie.

39. Vingt (20) conventions de financement avec les Communautés rurales qui assurent la maîtrise d'ouvrage pour démarrer le processus de réalisation de neuf (9) magasins de collecte primaire (60 tonnes) et onze (11) de stockage (120 tonnes) avec l'appui des ARD ont été signées. Les ARD des régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel, ont réalisé l'état des lieux des infrastructures de groupage de l'offre de la production existante dans la zone d'intervention du projet afin d'éviter les doublons.

40. **Concertation interprofessionnelle par filière.** Pour préparer les concertations nationales, la Direction de l'analyse, de la prévision et des statistiques (DAPS) a réalisé les répertoires des acteurs des filières sésame, mil et niébé et une note de conjoncture sur les filières visées. Dans la mise en œuvre, la DAPS va s'appuyer sur les prestataires recrutés pour accompagner les tables filières dans le bassin arachidier.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
installer un dispositif de régulation automatique du pompage au niveau des réservoirs afin d'éviter les baisses de pression dans le réseau d'irrigation	Resp Infrastructures/UCP	Immédit
installer un dispositif permettant un pompage direct dans le réseau d'irrigation	Resp Infrastructures/UCP	Immédit
veiller à l'entretien régulier des équipements et du réseau d'irrigation	Bénéficiaires/UCP	Immédiat
Equiper les puits maraîchers de pompes et veiller au suivi de la qualité de l'eau	Resp Infrastructures/UCP	Immédit
installer des puits, des pointes filtrantes et des clôtures afin d'exploiter les réserves en eau de la nappe phréatique naturellement disponible pour les vallées de Ndéderling et Diaré de Ndoumboudji	Resp Infrastructures/UCP	31 octobre 2012
Valider la note de conjoncture produite par la DAPS	UCP/Coord/DAPS	30 septembre 2012
Accélérer le processus de facilitation de la mise en place des cadres de concertation interprofessionnelles surtout pour les filières Niébé, Mil/sorgho et sésame disposant de Table Filière Opérationnelle au niveau bassin arachidier	DAPS/UCP	30 novembre 2012
La DAPS devra s'appuyer sur les prestataires filières au niveau de la sous composante « Développement des filières »	DAPS	Immédiat

## E. Aspects fiduciaires

41. **Gestion administrative et financière.** La gestion administrative et financière du projet est bien tenue. En effet, les opérations fondamentales relatives à la prise en charge des différentes fonctions fiduciaires sont à jour. Les états financiers du projet, arrêtés au 31/12/11 ont été transmis au FIDA le 08 /03/12, respectant ainsi l'échéance

### Rapport de supervision

du 31/03 stipulée dans l'accord de prêt. Ces états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable.

En ce qui concerne les six (6) observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, le projet est en train de les mettre en œuvre.

- ✓ Manuel de procédures et manuel d'exécution. La recommandation de la dernière mission de supervision, relative à la mise à jour du manuel après l'audit des comptes 2011, sera mise en œuvre avant la fin du troisième trimestre de l'année. Cette action va prendre en compte la mise en adéquation du manuel de procédure avec le manuel d'exécution.
- ✓ Système de gestion financière et comptable. Le logiciel TOMPRO est totalement paramétré y compris la prise en charge des formulaires FIDA pour la génération automatique des DRF/ DPD. Cependant, le problème résiduel relatif à la prise en charge de plusieurs seuils pour distinguer les formulaires 101 et 102, sera réglé avec la mise en œuvre du seuil unique de 50 000 USD applicable à toutes les catégories de l'annexe 2 de l'accord de financement, conformément à la lettre du FIDA du 12/06/12. A cet égard, le projet prendra toutes les dispositions nécessaires, en relation avec le cabinet concepteur, pour mettre à niveau le logiciel.

Par ailleurs, pour une utilisation optimale du logiciel la mission est d'avis qu'une formation d'appoint devra être effectuée au profit du RAF et du Comptable sur les modules relatifs à l'arrêté des comptes/états financiers, à l'adéquation de la comptabilité générale avec la comptabilité analytique. En ce qui concerne l'Assistante Comptable, elle devra être formée sur l'utilisation du module de base de TOMPRO pour lui permettre d'assurer le backup du Comptable pour certaines tâches prédéfinies.

- ✓ Gestion des Immobilisations. L'inventaire des immobilisations, pour la clôture des comptes 2011, a été effectué du 25/12 au 28/12/11. Globalement, la gestion des immobilisations est sous contrôle notamment au niveau : i) de la codification et du marquage, même s'il est nécessaire de rendre plus visibles les inscriptions ; ii) de la prise en charge comptable ; iii) des listes d'inventaires par bureau ; iv) de la documentation des mises à dispositions des véhicules aux partenaires. L'assurance des véhicules immatriculée en ADTT et des autres immobilisations, reste du ressort de l'Agent Judiciaire de l'Etat.
- ✓ Gestion du personnel. L'effectif du projet est de 21 employés (08 cadres et 13 agents d'appui), dont 17 agents payés sur les ressources FIDA et 04 sur les fonds de contrepartie. Depuis le démarrage, il a été enregistré trois (3) démissions qui ont fait l'objet de remplacement. La nouvelle grille des salaires, basée sur celle du PADAER plus avantageuse, a été appliquée le 01/01/12 et, elle a permis, entre autres, de stabiliser l'effectif. La couverture médicale et pharmaceutique du personnel, avec une prise en charge de 80%, est supportée par les fonds de contrepartie.

L'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs assignés en 2010/2011 et des résultats atteints pour la même période a été réalisée du 15 au 28 février 2012. Les résultats y relatifs sont satisfaisants et restent en adéquation avec la performance du projet.

Le taux des frais de mission à l'intérieur du pays à appliquer est le DSA/PNUD. La mission a noté que les rapports de mission sont



### Rapport de supervision

systématiquement élaborés pour servir de bases d'apurement des frais de mission dus au personnel. Par ailleurs, la mission rappelle que le principe de mise à disposition des frais de mission, conformément aux dispositions

du manuel des procédures est de : 80%, au départ et 20%, à la fin de la mission. Le système actuel mis en œuvre basé sur un paiement à 100% à la fin de la mission, même s'il ne pose pas de problème particulier, devrait être réajusté.

42. **PTBA.** Le montant total du PTBA 2012 est de 2 516 627 000 FCFA dont 1 786 987 000 FCFA/FIDA ; 227 567 000 FCFA/ETAT ; 417 686 000 FCFA/OFID et 84 387 000 FCFA/bénéficiaires. Au 30/06/2012, le taux d'exécution du budget est de 26% et les taux par bailleur sont respectivement de : 29%/FIDA ; 24%/ETAT ; 12% /OFID et 42%/ Bénéficiaires. La mission a noté que les engagements sur les activités d'investissement au 30/06/12, se chiffrent à 1 089 289 180 FCFA. Ils concernent: i) Les sous projets d'accès au marché (703 684 221 FCFA) ; ii) la réhabilitation des périmètres maraichères (8 131 072 FCFA) ; iii) le maraichage hivernal (7 872 770 FCFA) ; iv) les sous projets de développement filières(16 539 016 FCFA) ; la construction des magasins de collecte primaire(103 316 085 FCFA) et des magasins de stockage(229 746 016 FCFA) ; v) les charges récurrentes de juin(20 000 000 FCFA). La prise en compte de ces éléments va porter un bon taux d'exécution du PTBA à 69% ; ce qui constitue un bon à six (6) mois de la fin de l'année.

43. **Registre des DRF/DPD.** Le registre des DRF/DPD est à jour à la DRF N°9 pour un montant de 1 942 808 790 FCFA. Compte non tenu de la DRF N° 1 d'alimentation du compte spécial de 500 millions de FCFA, le niveau moyen d'une DRF durant la période est d'environ 160 millions FCFA, soit 1,6 fois le seuil de soumission. Les deux (2) niveaux les plus élevés (DRF N° 07/228,6millions; DRF N°11/ 322,9 millions) correspondent aux périodes de financement des sous projets dans le cadre de la campagne agricole.

44. **Déboursments par bailleur.** Le coût du projet est 31,609 millions USD. Au 30/06/12 les déboursments réels totaux se chiffrent à 3,7806 millions USD, soit un taux de 12%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 20,4%/FIDA ; 0% Don FIDA; 8,2% /ETAT ; 1%/OFID ; 9,8% Bénéficiaires.

45. **Déboursments par bailleur et par composante.** Les déboursments des bailleurs par composante sont de : 14,6% /Composante 1 «Diversification Agricole et Accès au Marché» ; 4,8%/Composante 2 « Développement et Structuration des Filières » ; 20,9%/Composante 3 « Concertation Nationale, Gestion des Savoirs et Coordination ».

46. **Décaissements du prêt FIDA.** Au 30/06/12 le montant total décaissé à la DRF N°9 est de 1 940 739,03 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 21,33%. Le règlement des DRF N° 10 (date de valeur annoncée, 03/07) et 11 en instance de traitement au FIDA d'environ 609 101,59 DTS, portera le taux d'exécution à 28,02%.

47. **Don FIDA.** Le montant du Don est de 170 000 DTS. Les activités y relatives notamment l'appui méthodologique en matière d'innovations et développement des marchés ont démarré timidement avec la mise à disposition d'un montant de 60 000 FCFA à la séance de travail des « Louma agricoles » (marchés hebdomadaires ruraux). Dans le PTBA 2012, il a été prévu des appuis méthodologiques aux opérateurs de marchés (40 000 000 FCFA) et la formation du personnel et des partenaires (15 000 000 FCFA).

48. **Décaissement OFID.** Sur un montant total de 9, 028 millions USD, 250 000 000 FCFA ont été mis en place le 15 /05/12 comme dotation initiale du compte spécial.

## Rapport de supervision

A date, 46 767 700 FCFA ont été dépensés pour un solde au 30/06/12 de 203 232 300 FCFA. La mission a noté que les dépenses effectuées sur les fonds FIDA pour exécuter des activités OFID pour un 40 422 205 FCFA, ont été régularisées avec la mise en place des ressources de l'OFID.

49. **Compte spécial Prêt et don FIDA.** Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 30/06/12 donne un solde reconstitué de 500 000 000 FCFA correspondant à la dotation initiale. Aucun écart n'a été relevé. Au 30/06/12, la trésorerie disponible était de 3 176 352 FCFA (0,6% de la dotation initiale) alors que les DRF en instance de paiement (N°10 et 11) d'un montant total de 486 854 900 FCFA représentaient 97,3% et les dépenses à soumettre (9 968 748 FCFA), 2%. La mission est d'avis qu'il faut assurer un suivi de la cadence et du niveau des DRF, ce qui va permettre de disposer de façon régulière de ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités. En outre, par rapport aux pressions financières observées au moment des financements, des sous projets pour la campagne agricole, dans un laps de temps très court, les deux (2) dernières missions de supervision avaient recommandé le relèvement du compte spécial conformément aux dispositions de section 2.03 de l'accord de financement, pour le porter de 500 millions FCFA à 750 millions FCFA, soit une augmentation de 250 millions FCFA. Il est important de prendre urgemment toutes les dispositions nécessaires pour la satisfaction de ce point afin de conforter la trésorerie du projet.

50. **Financement de la Contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 5,750 millions USD, constituée de 18% de TVA et des droits de douane sur les acquisitions communautaires sur ressources BCI, ainsi que l'assurance maladie du personnel et les salaires/charges sociales du personnel d'appui (4 agents). Les ressources mobilisées à ce titre sont de 478.720 USD (8,3% des prévisions totales). La contrepartie en numéraires sur les investissements ont fait l'objet de provision pour 149 000 000 F CFA par le Gouvernement comme prévu dans le PTBA 2012, soit une contribution à 100% par rapport au PTBA 2012.

51. **Contribution des Bénéficiaires.** Les bénéficiaires ont contribué à hauteur de 87 174 265 FCFA (165 137 USD), soit 9,8% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD.

### 52. Dispositions de l'accord de prêt.

- ✓ Passation des marchés. Onze(11) marchés d'un montant total de 31 298 408 FCFA ont été exécutés sur les 29 marchés du plan de passation des marchés 2012 (211 400 000 FCFA), soit un taux de réalisation de 14,80%. Les règlements relatifs aux marchés exécutés se chiffrent à 14 597 838 FCFA soit un taux de décaissement de 47%.

La mission a examiné les contrats n°01/PAFA, 02, 03,04 et 09 pour un montant total de 26 715 520 FCFA dont 22 290 000 FCFA en prestations intellectuelles et 4 425 520 FCFA en fournitures. Par ailleurs, il s'agit de 19 800 000 CFA, en mode demande de renseignements et de prix (DRP) et 6 915 520 FCFA, en cotation. Cet examen n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des dispositions du code des marchés publics et de procédures du FIDA.

- ✓ Registre des contrats. Le Projet a mis en place la situation des marchés, contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution. C'est un tableau qui renseigne notamment les délais d'exécution, les montants payés, les soldes et les pourcentages de décaissement. La mission a noté que le Registre des Contrats, tel que présenté à l'appendice 11 de la Lettre à l'Emprunteur, est également mis en place. La mission estime nécessaire de compléter la première

### Rapport de supervision

situation par une colonne donnant le niveau d'exécution physique à renseigner par le suivi-évaluation.

- ✓ Etats Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur la DRF N° 09 et 10, sur la base des seuils ci-après : i) 20 000 USD, pour les catégories d'investissement physique ; ii) 10 000 USD, pour les catégories de prestations intellectuelles. L'examen n'appelle pas d'observation particulière par rapport aux seuils et à la justification des dépenses passées en revue.
- ✓ Modifications des Seuils. Les seuils des EDC en ce qui concerne les projets FIDA au Sénégal ont été révisés le 12/06/2012, les seuils applicables à toutes les catégories de dépenses de l'annexe 2 de l'accord de financement sont passés de 20 000 USD à 50 000 USD. Ce nouveau seuil a été appliqué sur la DRF N°11. Pour rappel, depuis le 18 juin 2012, les demandes de retrait de fonds relatives aux prêts et aux dons du Sénégal sont traitées par l'unité de gestion financière FIDA décentralisée à Nairobi.
- ✓ Suivi des conventions et protocoles. Dans le cadre des accords de partenariat, le Projet a signé en 2012, 02 conventions spécifiques avec l'ANCAR (Nord et Sud) pour un montant total de 84 946 500 FCFA dont 18 957 500 FCFA décaissés, soit un taux de 22%. En Outre, 04 autres conventions ont été signées avec les CCIA de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine pour 26 700 000 FCFA dont 4 044 000 FCFA décaissés, soit 15,14%. Enfin, 14 autres protocoles, d'un montant de 16 321 180 FCFA ont été signés dont 13 618 380 FCFA décaissés sur fonds FIDA et 2 702 800 FCFA sur ressources OPEP, soit un taux de décaissement de 44,80%. Il s'agit des structures suivantes : les radios (Sud FM), les ARD (Diourbel/ Fatick/Kaolack / kaffrine), les DRDR (Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine), les IRSV (Diourbel/ Fatick/ Kaolack / kaffrine), Bravafor et la direction de l'horticulture.
- ✓ Financement des sous- projets. En 2012, le montant des sous projets d'accès au marché (SPAM) soumis à financement est de 951 030 268 FCFA dont 375 961 340 FCFA pour les SPAM de la première génération et 575 068 928 FCFA pour les SPAM de la deuxième génération. Au 30 juin 247 346 042 FCFA ont été décaissés dont 96 563 780 FCFA/SPAM/génération 1 et 150 782 262 FCFA/SPAM/génération 2. Le taux de décaissement est de 26%. Le solde de financement de 2012 est de 703 684 221 FCFA dont 488 507 301 FCFA/PAFA et 215 176 920 FCFA/OP. En ce qui concerne les sous projets développement des filières, 43 991 461 FCFA ont été approuvés dont 33 000 587 FCFA/part PAFA et 10 990 874 FCFA/part OP. Le montant décaissé est de 15 663 740 FCFA, soit un taux de 35,61%.

En matière d'infrastructures (magasins de collecte primaire et de stockage), 330 062 101 FCFA sont prévus sur lesquels aucun décaissement n'a été effectué, le processus de passation des marchés étant en cours. Au niveau de la réhabilitation des périmètres maraichers sur 17 104 824 FCFA prévus (12 862 899 FCFA/Part PAFA et 4 241 725 FCFA/part OP), 8 973 552 FCFA ont été décaissés sur la part PAFA, soit 51,91% du montant total. La part OP, en cours de mobilisation, sera prise en charge par la comptabilité à la fin des travaux.

53. **Comptabilité 2010-2011.** Toutes les codifications ainsi que les saisies des pièces justificatives comptables ont été prises en charge jusqu'au 30/06/12; de même, les rapprochements bancaires mensuels des comptes du Projet sont à jour. Les comptes : spécial/ FIDA Dakar, Contrepartie Etat/Dakar, OPEP Dakar et sous compte OPEP) ne

## Rapport de supervision

présentent aucune écriture en suspens. Cependant, le sous compte spécial FIDA/Kaolack présente 02 écritures de plus de deux mois dont 01 / FNR et 01/ DHL. La mission est d'avis qu'il est indiqué de prendre les dispositions nécessaires pour apurer ces deux écritures. Une caisse de menues dépenses a été mise en place conformément au manuel de procédures avec notamment un plafond de 400 000 FCFA, une dépense unitaire maximale de 75 000 FCFA et un seuil de réapprovisionnement de 100 000 FCFA. La revue des opérations de caisse n'appelle pas d'observation particulière.

54. **Audit 2010/2011.** L'audit des comptes du projet a été réalisé du 06/03 au 27/03/12 (rapport définitifs 09/04/12) et il a porté sur les exercices clos au 31/12/10 et 31/12/11. Trois (3) rapports par exercice ont été produits à savoir : i) audit des comptes (états financiers) ; ii) utilisation des fonds ; iii) certification des dépenses et contrôle interne. Globalement l'auditeur a attesté que les états financiers sont réguliers et sincères et qu'il n'avait pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous compte du projet (compte spécial/prêt/don/FIDA, compte spécial/OFID, compte de contrepartie/ETAT). En outre l'auditeur a procédé à la certification de l'éligibilité des dépenses, de l'état de l'actif et du matériel et de la situation de trésorerie. Les six(6) observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, sont en train d'être mises en œuvre par le projet.

55. **Audit des comptes 2012.** La mission est d'avis que le contrat de l'auditeur doit être reconduit pour l'audit des comptes de l'exercice clos au 31/12/12.

## SUIVI-EVALUATION

56. Le Projet a mis en place un système de Suivi-évaluation qui, dans sa conception, devrait être capable de fournir les informations nécessaires à son pilotage stratégique, à sa gestion quotidienne, aux besoins en données de tous ses partenaires (Bailleurs, Gouvernement, acteurs directs et indirects). Après la validation du Manuel de Suivi-évaluation, le Projet a entamé le processus d'informatisation du système. La phase d'initialisation et de personnalisation est actuellement en cours. Le PAFA s'est également doté d'un logiciel SPSS pour l'analyse et le traitement des données. L'installation du logiciel est terminée et la formation des utilisateurs est programmée avant fin juillet 2012.

57. I Cependant, il y a des difficultés de remontée des données dues à des distorsions dans le fonctionnement de certains partenaires avec lesquels le Projet a signé des contrats d'exécution comme ANCAR. En effet, certaines données ne sont pas remontées en temps voulu, tandis que d'autres ne le sont pas du tout. Le Projet prendra les dispositions nécessaires pour résoudre la question de la collecte et de la remontée des données avec les partenaires impliqués.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
-Mettre à jour le manuel de procédures et le mettre en adéquation avec le manuel d'exécution	Coordo/RAF/Consul	30/09/12
-Mettre à niveau le logiciel avec l'application du seuil unique de 50 000 USD sur toutes les catégories, conformément à la lettre du FIDA du 12/06/2012. -Renforcer les capacités du RAF et du Comptable sur les modules Etats financiers, adéquation comptabilité générale/comptabilité analytique -Renforcer les capacités de l'Assistante Comptable sur le module de base TOMPRO pour lui permettre d'assurer le backup du Comptable pour des tâches prédéfinies	Coord/RAF	31/12/12
-transmettre les résultats de l'évaluation des performances du personnel effectuée du 15 au 28/02/12 sur la base des objectifs et des résultats de 2010/2011	Coord	
-Recadrer le mode de mise à disposition des frais de missions conformément au manuel des procédures.	RAF	31/08/12

## Rapport de supervision

-Assurer un suivi de la cadence et du niveau des DRF pour disposer de façon régulière de ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités	RAF	Pour mémoire
-Procéder au relèvement du niveau du compte spécial prêt/ don FIDA pour le porter de 500 millions FCFA à 750 millions FCFA afin de conforter la trésorerie du projet et ce, conformément à la section 2.03 de l'accord de financement.	MAER/MEF/FIDA	31/10/12
-Compléter la situation des marchés, contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution par une colonne donnant le niveau d'exécution physique à renseigner par le suivi-évaluation.	RAF/RSE/ASE	31/10/2012
Procéder à l'apurement des deux écritures en suspens de plus de 60 jours figurant sur le rapprochement bancaire du sous compte spécial/FIDA/Kaolack, en relation avec les détenteurs des chèques concernés	RAF	30/09/2012
Reconduire le cabinet qui a effectué l'audit des comptes 2011 pour réaliser celui de 2012.	Coord RAF/DDI/CAP	Pour mémoire
Prendre les dispositions avec ANCAR pour résoudre les problème de collecte et de remontée des données	UCP/ANCAR	Immédiat
Mener une réflexion pour rechercher des solutions pour système de Suivi-évaluation efficace, efficient et durable qui serve d'outil à la prise de décision	Gouvernement/FIDA	Décembre 2012

## F. Durabilité

58. Le projet prend en compte les aspects de durabilité au démarrage de la mise en œuvre et est en train de dérouler une stratégie de sortie basée sur les aspects institutionnels, d'autofinancement et d'internalisation du conseil agricole. Il a privilégié le partenariat avec des structures pérennes. L'exécution des certaines activités est confiée, en fonction de la spécificité de la tâche, à l'ANCAR, aux ARD, à des ONG intervenant depuis plus de dix ans dans la zone d'intervention, aux chambres consulaires, aux services techniques déconcentrés de l'Etat, aux institutions de financement et aux organisations de producteurs. Le projet apporte des appuis institutionnels nécessaires pour renforcer les capacités d'action de ces institutions.

59. À travers des personnes ressources endogènes membre des organisations des producteurs, le Projet renforce les capacités des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles. Les organisations de producteurs et productrices deviennent de plus en plus autonomes et capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des opérateurs de marché et les institutions de financement. La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. Quarante couples OP/OM mis en place en 2011 ont renouvelé à 100% les contrats de commercialisation en 2012. Le financement des intrants et du matériel agricole est en train d'être pris en charge progressivement par les organisations des producteurs à partir de l'épargne local et le crédit.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Concertation PROMER/PAFA pour une meilleure appropriation par le PAFA du processus de transfert du SITEC à la CCIK comme outil d'information à l'usage des OP/OM	UCP PROMER/UCP PAFA/SITEC	Courant août 2012

## G. Autres aspects

### PRISE EN COMPTE DU GENRE

60. Les critères d'évaluation ci-dessous ont été élaborés afin d'intégrer au mieux les cibles du projet. C'est ainsi que les groupes vulnérables comme les veuves et personnes handicapées ont pu bénéficier des financements de SPAM.

## Rapport de supervision

Critères d'évaluation des CRA
<ul style="list-style-type: none"><li>• niveau de représentativité des handicapés au niveau de l'OP</li><li>• niveau de représentativité des veuves au niveau de l'OP</li><li>• niveau de représentativité des femmes, des jeunes et des hommes adultes au niveau de l'OP</li><li>• niveau de représentativité des petits producteurs au niveau de l'OP</li><li>• niveau de représentativité des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire au niveau de l'OP</li></ul>

61. Au total, 7 302 ménages vulnérables membres de 156 OP, dont 40% exclusivement de femmes, 8% d'OP de jeunes et 52% de GIE mixtes sont appuyés.

62. **L'accès à des intrants de qualité.** Les femmes et les jeunes représentent respectivement 41% et 35% des ménages ayant eu l'accès aux intrants grâce aux appuis du Projet. Cela facilite l'accès des jeunes et aux femmes à la terre car en disposant des intrants, la communauté rurale et les propriétaires fonciers sont convaincus que la terre allait réellement être exploitée pour de fin de production agricole. Toutefois, la sensibilisation pour ces groupes demeure une priorité pour le projet, notamment dans le Diourbel. Le Projet s'attèlera à renforcer les activités de sensibilisation sur l'accès des femmes et des jeunes au foncier à l'image de ce qui est fait à Gawane.

63. **Aménagement de périmètres maraichers. Grâce aux** principes d'égalité du genre appliqués par le Projet, les femmes, les jeunes et les hommes ont pu bénéficier des mêmes « kits d'irrigation ménage » sur des superficies variant de 600 à 1200 m<sup>2</sup>.

64. **Accès des femmes aux instances de décisions et professionnalisation de leurs activités.** Les femmes représentent respectivement 40%, 55% et 16% des instances de décision des tables filières mil/sorgho, niébé et sésame, suite aux séances de sensibilisation du Projet. Ce qui permet une meilleure prise en compte des préoccupations des femmes. Les appuis à la professionnalisation ont consisté à : i) l'obtention d'autorisation FRA ; ii) le renforcement en équipement des unités de transformation des femmes ; iii) la mise en marché de mil et de maïs de qualité par les producteurs ; iv) l'appui à la mise en place d'un réseau de transformatrices.

65. Enfin, un protocole entre le PAFA et les CADL a été signé en vue de renforcer les capacités organisationnelles et de gestion des OP partenaires et permettre le renouvellement des instances de gouvernance au sein des OP, facilitant ainsi l'accès des groupes vulnérables (femmes et jeunes) aux instances de prise de décisions.

## STRATEGIE JEUNESSE

66. Pour insérer les jeunes ruraux dans les filières soutenues, le projet a développé un partenariat avec l'Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances (ORCAV) de Kaffrine regroupant plus de 95 Associations Sportives et culturelles (ASC). Dans le cadre de ce partenariat, une réunion d'information/sensibilisation sur les opportunités offertes par les filières, la contractualisation commerciale et la stratégie d'intervention a été organisée à l'endroit des jeunes ruraux. Au total 50 jeunes représentants des ASC dans 18 communautés rurales ont participé à la réunion. Les différentes restitutions des ateliers au niveau des ASC ont touchés près de 500 jeunes hommes et filles. A la suite de cette réunion, le projet et l'ORCAV ont mis en place l'initiative « ASC-OM » qui vise à positionner les ASC des villes (Kaffrine) comme Opérateurs de Marché (OM) et les ASC au niveau rural comme Organisation de Producteurs. Cette initiative vise à créer des emplois pour les jeunes et à assurer la commercialisation de la production agricole.

67. Dans le cadre de la mise en œuvre des sous projets accès au marché, le projet a réussi à faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux intrants de qualités, aux matériels agricoles et à la terre. Ainsi, les jeunes ont pu bénéficier au même titre que les adultes,

## Rapport de supervision

des mêmes superficies à emblaver (2 ha pour le mil, 1,5 ha pour le sésame et 1 ha pour le niébé, 1 ha pour le maïs et 0,5 ha pour le bissap pour chacun des bénéficiaires hommes, femmes et jeunes). Cependant, dans certaines localités, l'accès à la terre demeure encore une contrainte pour les jeunes.

68. Les sous projets ont touché 12% de jeunes filles et 19% de jeunes garçons pour le Mil/sorgho, 34% de jeunes filles et 32% de jeunes hommes pour le sésame, 13% de jeunes filles et 22% de jeunes hommes pour le niébé, 16% de jeunes filles et 5% de jeunes garçons pour le bissap, 24% de jeunes filles et 5% de jeunes garçons pour l'aviculture villageoise améliorée, 10% de jeunes filles et 12% de jeunes garçons pour l'apiculture, 8% de jeunes filles et 34% de jeunes garçons pour le maïs. Cela représente 2 529 jeunes filles et garçons sur 7 302 bénéficiaires.

69. Pour un suivi technique rapproché des SPAM, 188 Conseillers en Exploitation Familiale, en grande majorité des jeunes, ont été identifiés et formés sur les Bonnes pratiques agricoles (BPA). Ces conseillers, vivant dans les villages, assurent le relais du conseil agricole au sein des OP.

## LE PARTENARIAT

70. Pour atteindre ses objectifs et assurer la durabilité des acquis, le PAFA a développé un riche réseau de partenaires aussi bien au niveau institutionnel que privé. Le projet a signé des contrats de performance avec les Directions de zone Nord et Sud du Bassin Arachidier de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) pour l'exécution de la sous composante « appui à la production et à la contractualisation » avec les opérateurs de marchés sur base de l'accord-cadre signé avec la Direction générale. Le projet a également signé des protocoles de partenariat avec les Directions Régionales de Développement Rural (DRDR), les Inspections Régionales des Services Vétérinaires (IRSV, actuel Service régional de l'élevage) des régions de Kaolack, Fatick, Diourbel et Kaffrine pour le suivi de la mise en œuvre des activités et avec l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action filières. Tous ces protocoles sont mis en œuvre de façon globalement satisfaisante.

71. Le projet a signé des protocoles d'accord avec les Agences Régionales de Développement (ARD) des régions de Kaolack, Fatick, Diourbel et Kaffrine pour l'exécution de la sous composante « infrastructures communautaires », la Direction des Bassins de Rétention et des lacs Artificiels (DBRLA) pour la mise en œuvre de la sous composante « Infrastructures d'irrigation à la parcelle », la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS) pour la concertation nationale des acteurs des filières, la Direction de l'Horticulture pour le développement et la structuration de la filière bissap.

72. Le projet travaille en synergie et complémentarité avec BARVAFOR, PCE, CLUSA, PROMER, U-IMCEC, CMS, Wula nafa, Caritas Kaolack, PAPIL, BAAMTARE et AGRECOL Afrique. Cette collaboration a permis de mobiliser plus de 113 millions de F CFA de crédit de commercialisation, des ressources de cofinancement, de valoriser les aménagements réalisés par ces partenaires et de faciliter l'accès aux intrants des producteurs (environ 2 tonnes de semences de PCE).

73. Le Projet travaille également en partenariat avec le secteur privé, notamment les associations professionnelles des chaînes d'approvisionnement telles que la Fédération Nationale des Boulangers du Sénégal, la Fédération Nationale des Centrales d'Achat Agricole du Sénégal, le Réseau des transformateurs et transformatrices des régions de Kaolack, Fatick, Diourbel, Kaffrine et Thiès, la Maison des Éleveurs (MDE) et les Directoires Régionaux des Femmes en Élevage (DIRFEL) et différents acteurs des chaînes d'approvisionnement agricoles incluant les fournisseurs d'intrants et de technologies. Ces

### Rapport de supervision

partenariats avec le privé ont permis la multiplication des semences de niébé avec les centrales d'achat (8,4 tonnes) et le positionnement de FNBS comme opérateur de marché sur le mil et le maïs dans le cadre du projet « Panification » du WAAPP/PPAAO financé par la Banque Mondiale.

74. Pour l'information et la sensibilisation du secteur privé et la mise en relation avec les OP, le projet agit en partenariat avec les Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CCIA) et les Chambres des Métiers (CM) des régions de Kaolack, Fatick, Diourbel et Kaffrine. Cela a permis de disposer de répertoires des opérateurs de marchés qui servent de base de données pour les journées d'intermédiations commerciales entre les OP et les OM.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Améliorer la remontée des fiches de collecte de données	ANCAR/UCP	Immédiat

### IMPACT ENVIRONNEMENTAL

75. Une première évaluation des impacts a été réalisée lors de la formulation du projet (DT V) à travers une analyse croisée au plan environnemental et social des zones d'intervention prioritaires du projet, dans l'attente de l'étude approfondie qui va produire le Cadre de Gestion Environnemental et Social. Le PAFA est classé en catégorie B (impact faible, mesures d'atténuation limitées à la sensibilisation/formation des acteurs).

76. Les SPAM vont entraîner des effets positifs sur le plan socio-économique mais également des effets négatifs sur l'environnement, relatifs aux résidus de pesticides et d'herbicides, aux risques encourus sur la santé humaine et animale lors de leur application, et à la pollution des sols et des nappes phréatiques par l'utilisation de produits chimiques (engrais). Comme mesures d'atténuation, le projet offre des sessions de formation sur les bonnes pratiques agricoles, avec des paquets techniques adaptés aux petits producteurs et respectant l'environnement, privilégiant la fertilisation raisonnée et naturelle et la lutte intégrée contre les ravageurs, dans le respect de la réglementation (nature des produits, durée de rémanence, ...). Au total, 4360 producteurs ont bénéficié de ces formations.

77. La promotion de la plantation du Jatropha, en intercalaire au mil, améliore la productivité, offre des revenus additionnels, avec la possibilité de réduire la facture énergétique et d'avoir une alternative aux énergies fossiles (utilisation du biocarburant dans les moteurs de moulins et forages).

78. La systématisation de l'autorisation de fabrication/commercialisation (FRA), préalable à tout appui du PAFA en matière de marketing, réduit les risques de santé publique attachés à la consommation de denrées alimentaires produites localement.

79. Le don du FEM, en cours de signature, permet au PAFA de prendre en compte la dimension « Adaptation au changement climatique ».



## Rapport de supervision

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser l'étude détaillée d'impact environnemental qui permettra de définir le cadre de gestion environnemental et social et en élaborer le plan d'action.	UCP	31 décembre 2012
Dans l'attente du CPGES, élargir le bénéfice de la formation sur les BPA, notamment la fertilisation raisonnée et naturelle et la lutte intégrée contre les ravageurs sur les périmètres maraîchers	UCP	31 décembre 2012

## H. Conclusion

80. Le Projet a atteint des résultats significatifs en 23 mois d'exécution, particulièrement dans l'accès des producteurs aux intrants agricoles (semences certifiées et engrais), permettant d'accroître la productivité ; la mise en marché par la contractualisation de la vente des produits entre les OP et les OM à des prix négociés et rémunérateurs. Les résultats du Projet sont également significatifs dans le domaine du partenariat et de l'appropriation de l'approche et des outils de mise en œuvre par les bénéficiaires et les autres acteurs. En effet, le Projet travaille en étroite synergie et en complémentarité avec un bon nombre de partenaires publics et privés, ce qui a permis de mobiliser des ressources additionnelles et des co-financements. Des résultats appréciables ont été aussi obtenus dans le domaine de renforcement des capacités des OP, et d'innovations.

81. Dans une perspective de durabilité des résultats, le Projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des personnes ressources endogènes et l'autonomisation des OP. Celles-ci sont aujourd'hui de plus en plus capables de négocier avec les fournisseurs d'intrants, les opérateurs de marché et les institutions de financement.

82. L'accès des OP au financement étant indispensable pour le développement de celles-ci, la poursuite et la pérennisation du Service d'Appui à la Finance Rurale (SAFIR) envisagé par un arrimage au PAFA pendant la phase intermédiaire s'avère nécessaire. Toutefois, le Gouvernement et ses partenaires au développement concernés, devront, à termes, trouver un arrangement et un ancrage institutionnel approprié et opérationnel de pérennisation du SAFIR.

83. Pour permettre au projet de renseigner ses résultats et les impacts de ses appuis sur les bénéficiaires, la remontée de collecte des fiches de données devra être améliorée. Il en est de même du processus de capitalisation des approches innovantes qui doit être systématisé afin de disséminer à large échelle, les innovations pertinentes mises en place par le Projet.

84. Le FIDA et le Gouvernement du Sénégal approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Rapport de supervision

## **Appendices et annexes**

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation
  
- Annexe I Rapports techniques

Rapport de supervision

**Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes**

**Projet 1414 [752] Projet d'appui aux filières agricoles**

**Faits essentiels**

Pays	Sénégal	No. du projet	1414	No. du prêt/don DSF	752
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	27/11/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	19/07/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	17/11/2010		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	31.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	21
Examen à mi-parcours				Don DSF		
Achèvement	31/03/2013	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	0
Clôture	30/09/2016	Dernier audit	29/05/2012	Financement national total	7.42	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	1.68	0
				Government (National)	5.75	0
				Cofinancement total	9.03	
				OFID	9.03	0

**Notes concernant l'exécution du projet**

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	4	5

### Rapport de supervision

2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	5	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	3	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	5
4. Conformité à l'accord de prêt	4	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	4	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	5
2. Développement et structuration des filières	4	5	2. Autonomisation	4	5
3. Concertation nationale, gestion savoirs & coord.	4	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	5

#### B.5 Justification des notes

- L'exécution du projet est dans une phase de forte progression pour atteindre les objectifs en 23 mois. Les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire ciblés par le projet grâce aux intrants de qualité et à l'adoption des bonnes pratiques agricoles ont réduit considérablement parfois même éliminé la période de soudure. Les rendements record (moyen 1080 kg/ha) ont permis aux ménages de disposer du mil pendant 12 mois et de vendre les excédents de la production à des prix rémunérateurs aux opérateurs de marché. Pour la pérennité des acquis, le projet est entrain de dérouler une stratégie de sortie basée sur les aspects institutionnels, d'auto-financement, et d'internalisation du conseil agricole. Le projet a également démarré de processus de capitalisation des processus de mise en œuvre pour permettre la réplique. La contrepartie en numéraire sur es f

#### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	4	5
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	5

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

La gestion administrative et financière du projet est bien tenue. Les opérations fondamentales relatives à la prise en charge des différentes fonctions fiduciaires sont à jour. Les états financiers du projet au 31/12/11 ont été transmis au FIDA le 08 /03/12, respectant ainsi l'échéance du 31/03 stipulée dans l'accord de prêt. Ces états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. En ce qui concerne les six (6) observations mineures relatives à l'amélioration

## Rapport de supervision

du système de contrôle interne, le projet est en train de les mettre en œuvre. 156 sous projets d'accès au marché sont financés. Les OP ont signé des contrats de commercialisation avec les opérateurs de marché à des prix rémunérateurs (Sésame 450 FCFA/kg, contre 400FCFA/kg en 2011, mil et de niébé: prix référence plus marche qualité). Les ménages sont ciblés sur la base de la représentative des femmes, des jeunes, des veuves, des handicapés et le nombre de mois de soudure au sein des OP ont emblavé 8708 ha de mil, sorgho, sésame, niébé, maïs et bissap biologique. Les organisations de producteurs ont acheté et distribué 55.7 T de semences, 1584.7 tonnes d'engrais minéral, 266 tonnes d'engrais biologique et du matériel agricole (238 semailles, 201 houes). Les hommes et femmes ont un accès équitable aux semences, aux matériels agricoles et aux aménagements des périmètres maraichers. Trois tables filières sont mises en place et dotées de plans de développement filières et de plans d'action filière. Les aménagements de périmètres maraichers ont démarré avec la réhabilitation des 8 périmètres maraichers (18 ha). Les infrastructures communautaires ont commencé à naître avec la réalisation du magasin de collecte primaire (60 T) de Dya et la signature de conventions de financement pour la réalisation de 20 magasins de stockage.

C.4	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	5
-----	---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

En 23 mois d'exécution, les résultats du projet concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages sont une réalité. En effet, grâce à la mise en œuvre des sous projets, les ménages partenaires du projet ont pu stocker du mil 12 mois sur 12 dans l'année. Cette situation ne s'était plus produite depuis plus de 10 ans. La commercialisation des excédents de productions à travers les contrats de commercialisation avec les opérateurs de marché a permis l'augmentation des revenus de producteurs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages ont su investir dans le matériel agricole. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé deux (2) unités de transformation a développé une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...etc). Cette farine enrichie est actuellement utilisée par le programme national de nutrition. Un contrat de commercialisation est en phase de finalisation avec un réseau de 1000 pharmacies au Sénégal.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. Le rapport d'audit pour l'exercice 2011 a relevé des observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, le projet est en train de les mettre en œuvre.
Avancement de l'exécution du projet	Au 30 juin 2012, le PTBA est exécuté à plus de 60% malgré les retards dans la mise en place des Fonds OFID et la délivrance des avis de non-objection par le FIDA. Cependant, le projet doit accélérer la mise en place des infrastructures d'appui à la mise en marché. Les 148 réunions d'information et de sensibilisation au niveau local ont touché 6018 producteurs, les femmes adultes représentent 43%, les jeunes 24% et les hommes adultes 33%. Les femmes, les jeunes ruraux et les opérateurs de marché ont bénéficié de 16 réunions d'information et de sensibilisation spécifiques. Ces réunions spécifiques ont touché 941 personnes dont 54 % de femmes adultes, 41% jeunes filles et 5 %.
Produits et réalisations	Le projet a cofinancé avec les couples OP /OM 156 sous projets d'accès au marché soit 92.85% de l'objectif à mi-parcours. Ces sous projets ont bénéficié à 7302 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire. Pour la mise en œuvre des sous projets, les OP ont acheté et distribué 54.904 tonnes de semences certifiées, 1612.900 tonnes de d'engrais, 238 semailles et 201 houes. Sept (7) unités de transformations de la production locales à obtenir des autorisations de fabrication et l'acquisition d'équipement. Le projet a réalisé des diagnostics institutionnels, techniques et organisationnels au niveau de 10 périmètres maraichers. Les Avant-projet-détaillés ont concerné 28 forages, 5 bassins de rétention, 6 cuvettes maraichères et 3 bas-fonds. Huit PM sont réhabilités (18 ha). Les cahiers de charge sont en phase d'élaboration. Le magasin de collecte primaire de 60 tonnes à Dya est exploité par les ménages. Vingt (20)

## Rapport de supervision

	conventions de financement sont signées pour la réalisation de 20 magasins. Les OP ont bénéficié d'un financement de 127 510 000 FCFA. Le projet a mis en place 3 tables filières, ces tables filières disposent de plan de développement filières et de plan d'action filière. Les sous projets filières sont mis en œuvre par les tables filières : (i) La multiplication des semences ; (ii) la promotion du consommateur local ; (iii) la réalisation de manuels de bonnes pratiques agricoles. Le projet a également introduit un bon nombre d'innovation.
Durabilité	Le projet prend en compte les aspects de durabilité au démarrage de la mise en œuvre. Le projet a privilégié le partenariat avec des structures pérennes. L'exécution de certaines activités est confiée à l'ANCAR, aux ARD, à des ONG intervenant depuis plus de dix ans dans la zone d'intervention, aux chambres consulaires, aux services techniques déconcentrés de l'Etat, aux institutions de financement et aux organisations faitières des producteurs. Le projet apporte des appuis institutionnels nécessaires pour renforcer leurs capacités d'action. L'internalisation du conseil agricole à travers des personnes ressources endogènes membres des organisations de producteurs constitue un point fort pour la durabilité des acquis du projet. L'autonomisation des organisations de producteurs et productrices capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des opérateurs de marché et des institutions de financement a rendu possible l'investissement des producteurs. La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. Quarante couples OP/OM mis en relation en 2011 ont poursuivi leur contrat de commercialisation en 2012. Le financement des intrants et du matériel agricole est entrain d'être pris progressivement par les organisations des producteurs à partir de l'épargne local et du crédit.

### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Le fonds de l'OFID sont finalement accessibles par le projet, en dépit du retard dans la mise à disposition de ces ressources	Accélérer les réhabilitation des infrastructures pour récupérer le temps perdu.	Septembre 2012-	Début des travaux
Retards dans les ANO par le FIDA	Relèvement du niveau d'examen préalable sur les TDR pour les prestations intellectuelles de 0 FCFA à 3 000 000 FCFA	juillet 2012	Début prévu pour juillet 2012
Retards dans la mise en place des cadres de concertation interprofessionnels des filières (protocole d'accord DAPS/PAFA)	Les prestataires filières dans le cadre de la composante 2 sont retenus pour appuyer la DAPS dans le processus de mise en place des cadres de concertation interprofessionnels des filières au niveau national	juillet 2012	début prévu pour juillet 2012

### Observations supplémentaires

## Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
Exécution du projet	Compte tenu du calendrier agricole la mission recommande que l'UCP soit dotée du pouvoir juridique de contracter et d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée conformément à la législation nationale et à l'instar du PRODAM et du PADAER	31/10/2012	MAER/UCP	
Produits	Etudier avec les partenaires concernés, la possibilité de réduire la contrepartie de 10 % des collectivités locales	31/10/2012	OFID/ETAT	
	Installer un dispositif permettant un pompage direct dans le réseau d'irrigation	Immédiat	Resp. Infrastructure/UCP	
	veiller à l'entretien régulier des équipements et du réseau d'irrigation	Immédiat	Bénéficiaires/UCP	
	Equiper les puits maraîchers de pompes et veiller au suivi de la qualité de l'eau	Immédiat	Resp. Infrastructure/UCP	
	Installer des puits, des pointes filtrantes et des clôtures afin d'exploiter les réserves en eau de la nappe phréatique naturellement disponible pour les vallées de Ndéderling et Diaré de Ndoumboudji	31/10/2012	Resp. Infrastructure/UCP	
	Installer un dispositif de régulation automatique du pompage au niveau des réservoirs afin d'éviter les baisses de pression dans le réseau d'irrigation	Immédiat	Resp. Infrastructure/UCP	

	Valider la note de conjoncture produite par la DAPS	30/09/2012	COORD/UCP/DAPS	
	Accélérer le processus de facilitation de la mise en place des cadres de concertation interprofessionnelles surtout pour les filières Niébé, Mil/sorgho et sésame disposant de Table Filière Opérationnelle au niveau bassin arachidier	30/11/2012	DAPS/UCP	
	La DAPS devra s'appuyer sur les prestataires filières au niveau de la sous composante « Développement des filières »	Immédiat	DAPS	
<i>Durabilité</i>	Concertation PROMER/PAFA pour une meilleure compréhension du SITEC transféré à la CCIAC comme outil d'information à l'usage des OP/OM	Courant Aout 2012	UCP PROMER/PAFA/SITEC	
<i>Aspects fiduciaires</i>				
Manuel de procédures et manuel d'exécution	-Mettre à jour le manuel de procédures et le mettre en adéquation avec le manuel d'exécution	30/09/12	Coordo/RAF/Consul	
Logiciel de gestion financière et comptable	-Mettre à niveau le logiciel avec l'application du seuil unique de 50 000 USD sur toutes les catégories. -Renforcer les capacités du RAF et du Comptable sur les modules Etats financiers, adéquation comptabilité générale/comptabilité analytique -Renforcer les capacités de l'Assistante Comptable sur le module de base TOMPRO pour lui permettre d'assurer le backup du Comptable pour des tâches prédéfinies	31/12/12	Coord/RAF	
Gestion du personnel	-transmettre les résultats de l'évaluation des performances du personnel effectuée	31/08/12	Coord	



	du 15 au 28/02/12 sur la base des objectifs et des résultats de 2010/2011 -Recadrer le mode de mise à disposition des frais de missions conformément au manuel des procédures.		RAF	
Compte Spécial	-Assurer un suivi de la cadence et du niveau des DRF pour disposer de façon régulière de ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités -Procéder au relèvement du niveau du compte spécial prêt/ don FIDA pour le porter de 500 millions FCFA à 750 millions FCFA afin de conforter la trésorerie du projet et ce, conformément à la section 2.03 de l'accord de financement.	RAF Coord/DDI/DCEF/FIDA	Pour mémoire 31/10/12	
Registre des contrats :	-Compléter la situation des marchés, contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution par une colonne donnant le niveau d'exécution physique à renseigner par le suivi-évaluation.	31/10/2012	RAF/RSE/ASE	
Comptabilité	Procéder à l'apurement des deux écritures en suspens de plus de 60 jours figurant sur le rapprochement bancaire du sous compte spécial/FIDA/Kaolack, en relation avec les détenteurs des chèques concernés	30/09/2012	RAF	
Audit des comptes 2012	Reconduire le cabinet qui a effectué l'audit des comptes 2011 pour réaliser celui de 2012.	Pour mémoire	Coord RAF/DDI/CAP	
Partenariat	Améliorer la remontée des fiches de collecte de données	Immédiat	ANCAR/UCP	

Environnement	Réaliser étude impact environnemental et produire le cadre et un plan de gestion environnemental et social (CPGES)	Permanent	UCP	
	Dans l'attente du CPGES, élargir le bénéfice de la formation sur les PBA notamment fertilisation raisonnée et naturelle et la lutte intégrée contre les ravageurs sur les périmètres maraîchers	31/12/2012	UCP	

**Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie**

**Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement**

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	14889	3 042,13	20,4%
IFAD Don	267	0,11	0,0%
OFID	9028	94,50	1,0%
Government	5747	478,72	8,3%
Beneficiaries	1678	165,14	9,8%
Total	31609	3 780,60	12,0%

Explications decaissements:

IFAD Loan : 3042,13USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement :252 712 705 F CFA,soit 478,72 USD au taux du 06/07/12; 1USD/FCFA = 527,89

Bénéficiaires:87 174 265 FCFA soit 165,14 USD au taux du 30/06/2012; 1USD/FCFA = 527,89

**Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD)**

	Accord FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
DAAM	5765	1 156	20,1%				1868	68,85	3,7%	1824	91,03	4,99%	659	157,72	23,93%	10 116	1 474	14,6%
DSF	2758	548	19,9%		-	0,0%	7051	15	0,2%	3096	104,17	10,00%	1019	7	0,73%	13 924	674	4,8%
CNGSC	6335	1 339	21,1%	267	0,11		392	10,73		827	283,52	34,28%	-	-	-	7 821	1 633	20,9%
Total	14 858	3 042,13	20,5%	267	0,11	0,0%	9 311	94,5	1,0%	5747	478,72	8,33%	1 678	165,14	9,84%	31 861	3 780	12%

Explications decaissements:

IFAD Loan : 3042,13USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement :252 712 705 F CFA,soit 478,72 USD au taux du 06/07/12; 1USD/FCFA = 527,89

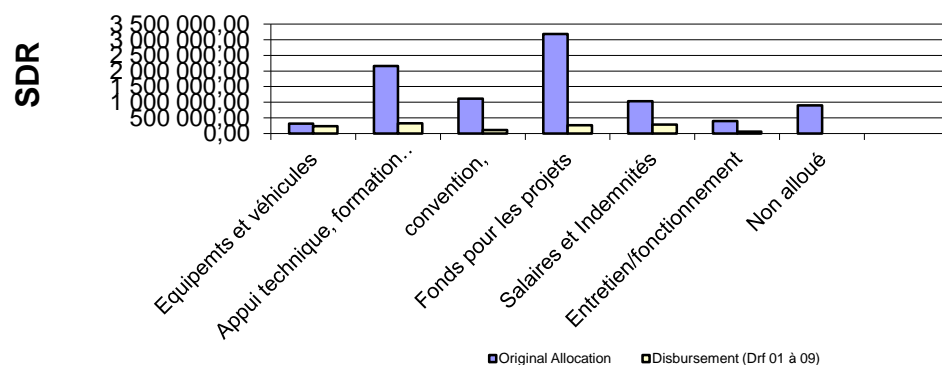
Bénéficiaires:87 174 265 FCFA soit 165,14 USD au taux du 30/06/2012; 1USD/FCFA = 527,89

**Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au [Insérer date: jj-m-aa])**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 09)	Balance	%	W/A Pending (10 au Fida )	W/A Pending (11 au fida)	Total	%
I	Equipemts et véhicules	310 000,00	231 185,81	78 814,19	74,58%	7 815,59		239 001,40	77,10%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	327 002,68	1 832 997,32	15,14%	75 511,40	48 794,64	451 308,71	<b>20,89%</b>
III	convention,	1 110 000,00	105 348,16	1 004 651,84	9,49%	9 107,39	37 055,61	151 511,17	13,65%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	267 490,96	2 922 509,04	8,39%	200,18	281 292,15	548 983,28	17,21%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	280 221,98	749 778,02	27,21%	99 457,03	29 341,32	409 020,33	<b>39,71%</b>
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	60 595,20	339 404,80	15,15%	12 920,08	7 606,21	81 121,49	<b>20,28%</b>
VII	Non alloué	900 000,00	900 000,00	900 000,00	0,00%			0,00	0,00%
	Dépôt initial		668 894,24					668 894,24	
	Sous Total	9 100 000,00	1 940 739,03	7 159 260,97	<b>21,33%</b>	205 011,66	404 089,93	2 549 840,62	<b>28,02%</b>
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00		0,00	<b>0,00%</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00%</b>
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	1 940 739,03	7 159 260,97	0,21	205 011,66	404 089,93	2 549 840,62	<b>28,02%</b>

au taux de 1DTS = 1,51428 USD et 1 USD = 527,89 FCFA, 1 USD = 0,660379 DTS :source IMF/ 06 juillet 2012

**Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales/ révisées et les décaissements effectifs**



**Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement**

Section 2.03 «Compte Spécial du prêt et du don »	«le montant autorisé pourra être porté à 750 000 000 FCFA en fonction des besoins financiers du projet, sur la base des PTBA et d'une recommandation des missions de supervision....»	31/10/12	A mettre en œuvre	Le niveau du compte spécial actuel est de 500 000 000 FCFA. Il s'agit de le porter à 750 000 000 FCFA pour faire face aux besoins de financement des sous projets d'accès au marché et de développement des filières
Section 7.08 «Assurance » des conditions Générales	« L'emprunteur ou l'agent Principal du projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.

**Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI**

Période : Janvier - Juin 2012 à Kaolack, Sénégal								
Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTB A	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
<b>Composante I : Diversification agricole et accès au marché</b>								
<b>Sous Composante 1.1 : Appui à la production et à la contractualisation avec les opérateurs de marché</b>								
<b>11A1 : Information et sensibilisation</b>	Nombre de contrats de performane signés avec l'ANCAR (DZ BAN et DZ BAS)	nombre	2	2	100	4	10	40
	nombre de protocoles signés avec les CCIA (Kaolack, Fatick, Diourbel, Kafrine et Dakar)	nombre	5	4	80	8	12	67
	Nombre d'ateliers communautaires d'information et de sensibilisation organisés	nombre	30	80	267	148	101	147
	nombre d'ateliers d'information spécifiques aux femmes rurales et aux jeunes ruraux	nombre	8	1	13	5	20	25
	Nombre d'ateliers d'information des Opérateurs de Marché organisés	nombre	4	2	50	8	ND	
	Nbre de journées d'intermédiation commerciale	nombre	4	2	50	3	ND	
	Nombre d'émissions radio animées	nombre	12	5	42	22	ND	
<b>1.1.A2 : Préparation des sous projets accès aux marchés</b>	Nombre de rencontre du comité technique d'analyse des fiches de pré-qualification	nombre	6	3	50	2	6	33
	Nombre d'ateliers de mise à niveau des membres des CRA	nombre	4	4	100	8	8	100
	Nombre de réunions d'approbation des SPAM	nombre	8	4	50	8	20	40
	Nombre de sous projets (SP) mil/sorgho cofinancés	nombre	13	40	308	51	18	283

	Nombre de sous-projets de niébé cofinancés	nombre	15	29	193	46	33	139
	Nombre de sous projets de sésame cofinancés	nombre	15	2	13	10	20	50
	Nombre de sous projet aviculture cofinancés	nombre	20	35	175	38	46	83
	Nombre de sous projets bissap cofinancés	nombre	11	6	55	6	13	46
	Nombre de sous projet filière complémentaire cofinancé	nombre	5	4	80	4	38	11
	Nombre de ménages bénéficiaires des sous projets	nombre	5 233	4 482	86	7 302	14 000	52
	Nombre d'OP engagées	nombre	95	139	146	179	300	60
	Nombre d'OM engagés dans les SPAM	nombre	12	36	300	44	ND	
	Nombre d'autorisation FRA obtenus par les OM	nombre	5	35	700	35	30	117
	Nombre d'unités de transformation produits agricoles consolidés	nombre	4	6	150	6	ND	
<b>1.1.A3 Appui et suivi de la mise en œuvre des SPAM</b>	Superficies cultivées en Mil/sorgho	ha	2400	3344	139	5364	4600	117
	Superficies cultivées en Niébé	ha	700	670	96	1150	1410	82
	Superficies cultivées en Sésame	ha	1300	296	23	1546	2900	53
	Superficies cultivées en Bissap	ha	550	266	48	266	1000	27
	nombre de poulaillers améliorés contruits (Aviculture)	nombre	800	706	88	846	640	132
	nombre de sujets avicoles introduits	nombre	8000	7060	88	8460	6400	132
	Nombre de CEF (relais formés)	nombre	190	188	99	188	ND	
	Nombre de producteurs formés sur les BPA	nombre	3000	3760	125	4360	6000	73
	Nombre de producteurs formés sur les BPAnimaux	nombre	100		0	140	1000	14
	nombre de Manuels sur bonnes pratiques agricoles élaborés	nombre	4	3	75	3	5	60
	Nombre de visites d'échanges sur les Bonnes Pratiques Agricoles	nombre	4	2	50	7	20	35
	Nombre de'OP faitières (réseaux des OP) créés/consolidés	nombre	3		0	6	10	60
	Nombre de protocole avec CADL	nombre	4	4	100	4	ND	
	Nombre de missions de Suivi et d'appui conseil aux SPAM	nombre	24	37	154	114	ND	

	Protocole avec DRDR	nombre	4	4	100	8	16	50
	Nombre de SPAM financés	nombre	80	116	145	156	150	104
	Nombre d'OP engagées	nombre	95	116	122	156	300	52
	Volume total de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (en millions F CFA par an)	Millions F CFA	300	4	1	387	2418	16
<b>Composantes/Sous composantes ou produits</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Unité</b>	<b>PTB A</b>	<b>Chiffres effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Total effectif cumulé</b>	<b>Objectif de la préévaluation</b>	<b>%</b>
<b>Sous Composante 1.2 : Infrastructures d'irrigation à la parcelle</b>								
<b>12A1 : Réhabilitation, Réalisation des périmètres et équipement d'irrigation</b>	Superficies aménagés ou remises en état	ha	30	17	56	22	280	8
	Superficies équipés de système d'irrigation	ha	30	9	31	14	280	5
	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	nombre	30	10	33	14	80	18
	Membres de comité de gestion formés	nombre	50	10	20	49	ND	
<b>12A2 : Intrants intensification agricoles</b>	Superficies mises en valeur	ha	30	49	163	54	280	19
<b>12A3 : Assistances à la maîtrise d'ouvrage technique et sociale</b>	Manuel sur BP maraichères élaboré	nombre	1	0	0	0	1	0
	Protocole avec ARD	nombre	4	4	100	8	12	67
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production maraichères	nombre	130	95	73	95	ND	
<b>12A4 : Études, Contrôle et suivi des travaux</b>	Élaboration de guide de suivi, de gestion et de maintenance des infrastructures d'irrigation	nombre	1	0	0	0	1	0

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
<b>Composante II : Développement et Structuration des filières</b>								
<b>Sous composante 2.1 : Développement des filières</b>								
<b>21B1 : Table de concertation, plans stratégiques et plan d'action</b>	Nombre de tables concertation filières (mil/sorgho, sésame, Nièbé, Bissap et aviculture) mis en place	nombre	2	0	0	3	5	60
	Nombre de plans stratégiques élaborés	nombre	2	0	0	3	5	60
	Nombre de plans d'action annuel élaborés/réactualisés	nombre	5	3	60	3	5	60
	Nombre de contrats de performance signés avec prestataires filières et directions techniques	nombre	5	5	100	5	5	100
	Nombres de réunions des tables filières	nombre	16	12	75	24	ND	
	Organisations faitières consolidées et/ou créées	nombre	7	10	143	12	10	120
	Niveau d'exécution des plans d'actions filières	%	30	50	2	55	60	92
<b>21B2 : Préparation, mise en œuvre et suivi des sous projets filières</b>	Producteurs et productrices ayant appliqués les bonnes pratiques agricoles recommandées	nombre	150	240	160	750	4200	18
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	ha	100	0	0	3730	10197	37
	nombre de sous projet innovations techniques et commerciales cofinancés	nombre	4	4	100	4	5	80
	Nombre de sous-projets de renforcement des capacités des organisations faitières de producteurs cofinancés	nombre	4	1	25	2	5	40
	Nombre de sous projets d'appui à la diffusion de solutions techniques et organisationnelles cofinancés	nombre	4	12	300	12	5	240
	Nombre de sous projet d'appui à la gestion de l'environnement cofinancés	nombre	4	0	0	0	5	0



<b>21B3 : Accès à la finance rurale</b>	Nombre de couples OP/OM ayant bénéficié des crédits de commercialisation	nombre	30	0	0	13	100	13
	Volume total de financement mobilisé par les couples OP – OM pour financer les activités	Millions F CFA	200	2	1	385	1300	30
	Taux de remboursement des encours des prêts obtenus	%	95	99	104	150	95	157
	Fora sur le financement	Nombre	1	0	0	0	ND	
	Rencontres d'intermédiations financières entre les couples OP/OM et les IMF et structures bancaires	Nmbre	5	2	40	5	ND	
	Partenariat PAFA-SAFIR; PAFA-Mutuelle d'épargne et de crédit	protocole	1	0	0	0	ND	
<b>Sous composante 2.2 : Infrastructures communautaires</b>								
<b>22B1 : Information et sensibilisation des Élus locaux</b>	Nombre d'élus locaux informés sur la mise en œuvre des infrastructures communautaires	nombre personnes	300	65	22	65	ND	
<b>22B2 : Préparation et mise en œuvre des sous projets d'infrastructures communautaires</b>	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (hangar)	nombre	6	0	0	0	30	0
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de collecte primaire)	nombre	15	0	0	1	38	3
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de stockage)	nombre	6	0	0	0	36	0
	Routes construites/remises en état (Km)	km	30	0	0	0	100	0
	Superficies aménagés autou des bas fonds	ha	60	0	0	0	120	0
<b>22 B 3 Assistance à la maitrise d'œuvre technique et sociale</b>	comités de gestion et de maintenance des infrastructures hydrauliques fonctionnels	nombre	15	5	33	5	40	13
	groupe de commercialisation créés/consolidés	nombre	21	7	33	8	40	20
	Nombre de membres des comités de gestion formés	nombre	100	25	25	25		

	Réunions spécifiques pour la participation des femmes et des jeunes dans les comités de gestion et de maintenance	nombre	4	0	0	0	ND	
	Élaboration-cadre de gestion environnementale et sociale	nombre	1	0	0	0	1	0
<b>Composante III : Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet</b>								
<b>Sous composante 3.1: Concertation nationale et gestion des savoirs</b>								
<b>31C1 : Dialogue politique/concertation interprofessionnelle</b>	cadres de concertations interprofessionnels mis en place	nombre cadre	2	0	0	0	5	0
	nombre de Fédérations de producteurs et productrices appuyé (renforcement des capacités techniques, organisationnels et institutionnels)	nombre OP faitière	4	3	75	9	10	90
	rencontres entre Gouvernement et les cadres de concertation interprofessionnels	nombre rencontre	2	0	0	0	ND	
	visites d'échanges d'expériences organisées en direction des producteurs, productrices et staff du PAFA au Burkina Faso etc	nombre visite	3	0	0	0	ND	
	Accompagnement de la DAPS aux cadres interprofessionnels	protocole	1	1	100	3	5	60
	Forum sur le rôle et la place des femmes et des jeunes dans les projets de développement rural organisé	nombre	1	0	0	0	2	0
<b>31C2 : Collecte, traitement et diffusion d'information et gestions des savoirs</b>	Nombre de couples OP/OM informés sur les prix dans les marchés	Nombre	100	0	0	0	300	0
	Notes de conjonctures élaborées	Nombre	4	1	25	1	16	6,3
	Manuels de bonnes pratiques édités en français et langues nationales	Nombre	5	3	60	3	7	43
	Partenariat PAFA-ARM et CSA pour la collecte des prix des produits agricoles dans les marchés	Nombre de protocole	1	0	0	0	3	0
	Étude sur la mise en marché des produits agricoles dans les loulmas réalisée	nombre	1	0	0	0	1	0

	bulletins périodiques agro-filières édités	nombre	2	2	100	4	10	40
	nombre de visite d'échanges d'expériences sur les filières soutenues par le projet	nombre	3	2	67	2	ND	
<b>Sous composante 3.2: Coordination, gestion et Suivi évaluation</b>								
32C1 : Coordination et gestion administrative et financière	Taux d'exécution des activités du PTBA	%	90	65	72	147	75	196
	Réunions du comité de pilotage organisées	nombre	2	0	0	3	12	25
	Nbre de réunions de coordination trimestrielles organisées	nombre	4	2	50	6	22	27
	Nbre de réunions de coordination mensuelle	nombre	10	7	70	15	60	25
	Nombre d'audit des comptes du projet réalisé	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Taux d'exécution des activités du PPM	%	90	30	33	30	100	30
	Demandes de décaissement (DRF et DPD) préparées à temps	Nombre	8	4	50	11	40	28
	Renforcement des capacités des opérateurs et prestataires	nombre de session	3	2	67	2	ND	
	Formations du personnel UCP	nombre de session	6	2	33	1	ND	
	Étudiants et stagiaires	Nombre	3	1	33	1	ND	
	Protocole d'accord avec radios locales	Protocole	3	2	67	2	ND	
	Payements salaires, indemnités, charges patronales	Mois	12	6	50	24	60	40
	Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du personnel	nombre	1	1	100	1	1	100
	Missions de supervision	nombre	2	0	0	3	12	25
	Visite des réalisations du projet par autorités, CRA	Nombre	5	0	0	2	12	17
	Entretien du bâtiment, équipement et véhicules	mois	12	6	50	18	40	45
	Frais de gestion	mois	12	6	50	18	40	45
	Évaluation du personnel de l'UCP	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Évaluation contrats de performance et protocoles d'accord	Nombre	1	0	0	1	5	20
	Ateliers internationaux	nombre	2	0	0	2	ND	

32C2 Suivi-évaluation	Niveau de fonctionnalité du système de suivi évaluation	%	100	75	75	75	100	75
	Producteurs et productrices les plus performants primés	nombre	10	0	0	0	ND	
	OP/OM les plus performantes primées	nombre	4	0	0	0	ND	
	Ateliers d'auto-évaluation des sous projets sont organisés	nombre	50	36	72	72	150	48
	Degré de vulnérabilités de 4000 ménages sont évalués	nombre	4000	0	0	2817	14000	20
	Nombre de missions de contrôle de qualité de l'exécution des activités réalisées	nombre	8	2	25	9	48	19

**Appendice 6:        Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard  
des objectifs, des réalisations et des produits**

<b>Objectifs, Effets et produits/ composante</b>	<b>Indicateurs objectivement vérifiables</b>	<b>Pré-évaluation</b>	<b>Situation de référence</b>	<b>Niveau actuel</b>	<b>Commentaires</b>
Améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées.	<b>IOD1</b> - *% de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30 %	<b>60 %</b>			
	<b>IOD2</b> - *Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition infantile	<b>30 %</b>	<b>Insuffisance</b> % de filles : 15 <b>pondérale (poids/âge)</b> % de garçons : 17 <b>Malnutrition</b> % de filles : 28 <b>chronique (taille/âge)</b> % de garçons : 31 <b>Malnutrition</b> % de filles : 9 <b>Aigue (poids/taille)</b> % de garçons : 12		Les valeurs sont fournies par l'enquête SYGRI de référence
	<b>IOD3</b> - *% de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté	<b>20 %</b>	<b>Ménages les plus pauvres</b> % des ménages : 20  % des femmes Chefs de ménage : 5 <b>Ménages pauvres</b> % des ménages : 19,9		

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
			% des femmes Chefs de ménage : 7 <b>Ménages</b> % des ménages : 20 <b>moyennement pauvres</b> % des femmes Chefs de ménage : 6 <b>Ménages riches</b> % des ménages : 19,9  % des femmes Chefs de ménage : 7 <b>Ménages très riches</b> % des ménages : 20  % des femmes Chefs de ménage : 13		
	<b>IOD4</b> –Nombre de bénéficiaires des services du projet	<b>140 000</b>	0	<b>73 458</b>	Nombre de personnes bénéficiaires
	<b>IOD5</b> – Nombre de ménages bénéficiaires	<b>14 000</b>	0	<b>7373</b>	Nombre de ménages bénéficiaires
<b>OS1</b> : Les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables	<b>IR101</b> - Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM	30%	0 %	0%	Des enquêtes thématiques sont prévues en 2012
	<b>IR102</b> - % des bénéfices dégagés par les SPAM	60%	0%	0%	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local.	bénéficiant directement aux petits producteurs				
	<b>IR103</b> - *Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées	50%	0%	0%	
<b>OS2</b> : Les acteurs des filières sélectionnées, dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement.	IR201 - % de la valeur ajoutée perçue par les producteurs aux niveaux local, régional et national dans les filières appuyées par le projet.	30%	0%	0%	
	<b>IR202</b> - % de recommandations des tables de concertation mises en œuvre bénéficiant directement aux groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes (par filière)	60%	0%	50 %	
	<b>IR203</b> – Nombre de lois et réglementations favorables aux petites exploitations agricoles en cours d'application aux niveaux local, régional et/ou central.	6	0%	2	Lois sur la protection sociale (assurance maladie) Loi sur les Filières Marchés au niveau régional
	<b>IR204</b> - Taux de satisfaction des OP/ OM par rapport à la qualité du dialogue politique et	60%	0%	0%	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	des services rendus par les Tables filières				
	<b>IR205</b> - % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues	80%	10 %	0%	
	<b>IR206</b> - Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires	60%	0%	0%	
<b>Composante 1/ Diversification agricole et accès au marché</b>					
Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM.	<b>IRI101</b> : Nombre de SPAM élaborés et financés pour les filières	150	0	156	
	<b>IRI102</b> : Nombre d'OP engagées dans les SPAM	300	0	179	
	<b>IRI103</b> : Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (F CFA)	<b>2 418 000 000</b>	0	<b>383 000 000</b>	
	<b>IRI104</b> : % de financement des SPAM assumé par les OP/OM	<b>50%</b>	0%	<b>65.35 %</b>	



Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	<b>IRI105</b> : Encours de prêts octroyés aux OP/ OM partenaires (F CFA)	<b>1 300 000 000</b>	0	<b>184 387 521</b>	
	<b>IRI106</b> : Taux de remboursement des encours des prêts obtenus :	<b>95%</b>	0%	100%	
	<b>IRI107</b> : Evolution des surfaces cultivées par filière (en Ha) et du nombre de sujets (aviculture)				
	mil/Sorgho	<b>4600</b>	0	<b>5364</b>	
	Niébé	<b>1410</b>	0	<b>1150</b>	
	Sésame	<b>2900</b>	0	<b>1546</b>	
	Bissap	<b>1000</b>	0	<b>266</b>	
	<b>sujets</b> (Aviculture)	<b>6400</b>	0	<b>8460</b>	
	Sous secteur du maraîchage	<b>280</b>	0	<b>49</b>	
	(Autres : apiculture : nombre de ruches)		0	<b>50</b>	
	<b>IRI108 : Taux de croissance des revenus par Ha et par filière :</b>				
	Mil/Sorgho :	<b>30%</b>	0%	<b>16 %</b>	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	Niébé :	40%	0%	17%	
	Sésame :	30%	0%	40%	
	Bissap :	30%	0%	0%	
	Aviculture :	40%	0%	60%	
	Sous secteur maraichage	40%	0%	0%	
	Autres (apiculture)	20%	0%	0%	
	<b>IRI109 : Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes):</b>				
	Mil/Sorgho :	4700	0	2225	
	Niébé :	705	0	248	
	Sésame :	2280	0	685	
	Bissap :	355	0	0	
	Aviculture :	100	0	1	
	Ss secteur maraîchage	3961	0	5	
	Autres (apiculture) :		0	0	
	<b>IRI1010 : Part des volumes de productions mise en marché par filière (en %)</b>				

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	Mil/Sorgho :	50%	0	50%	
	Niébé :	60%	0	35%	
	Sésame :	80%	0	90%	
	Bissap :	50%	0	0%	
	Aviculture :	70%	0	80%	
	Ss secteur maraîchage :	80%	0	0%	
	Autres (apiculture) :				
	IRI1011 : *Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	6000	0	4360	Dont 600 en 2011
Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs	<b>IRI1012</b> : % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées	70%	0%	85 %	
	<b>IRI1013</b> : % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques	30%	0%	9%	371 ménages bénéficient des aménagements
	<b>IRI1014</b> : * Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)	280	0	9.5	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
<b>Composante 2/ Développement et structuration des filières</b>					
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés.	<b>IRI201</b> - % d'OP représentent les petits producteurs, les femmes, les jeunes dans les tables de concertation	<b>50%</b>	0	44 %	
	<b>IRI202</b> : % de productrices parmi les membres des instances décisionnelles des OP partenaires du projet (faïtières)	<b>40%</b>	0%	30%	
	<b>IRI203</b> : % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales (et nationales)	<b>30%</b>	15%	54%	
	<b>IRI204</b> : Nombre de tables filières mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, auto-évaluations,)	<b>6</b>	0	3	Les tables filières mil/sorgho, sésame , niébe. le processus pour la mise en place de la table bissap a débuté depuis le mois de juin 2012 avec la direction de l'horticulture et les différents acteurs de la filière.
	IRI205 : Niveau d'exécution des plans d'actions filières	60%	0%	50%	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	<b>IRI206</b> : Part des faitières dans les volumes d'intrants consommées par les OP touchées	<b>40%</b>	0%	-	
	<b>IRI207</b> : Part des faitières dans les volumes de productions évacués par les OP touchées	<b>40%</b>	0%	-	
	<b>IRI208</b> : Nombre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien :	<b>30</b>	0	17	Production de semences (mil, niébé et sésame) Participation aux foires (2 foires) Renforcement des capacités des OP faitières Appui institutionnel aux OP faitières Appui à la diffusion de solutions techniques et commerciales de la (Fédération Nationale des Centrales d'Achat
Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées	<b>IRI209</b> : * % des comités de gestion d'infrastructures fonctionnels (par type d'infrastructure)	<b>80%</b>	0%	2 %	
	<b>IRI2010</b> : * Nombre d'installations de commercialisation, de transformation, de stockage	<b>80</b>	0	1	1 magasin de collecte primaire réceptionné. 20 conventions de financement pour la réalisation de magasins

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
durablement.	aménagées et/ou remises en état.				de stockage et de collecte primaire sont encours de signature depuis juin 2012
	<b>IRI2011</b> : Part des producteurs SPAM ayant accès aux infrastructures financées	<b>70%</b>	0%	10 %	
	<b>IRI2012</b> : Niveau d'utilisation de ces infrastructures (par exemple évolution des volumes stockés)	<b>80%</b>	0%	0%	
<b>Composante 3 / Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet</b>					
Les OP et OM actifs dans les filières appuyées par le projet ont accès aux informations dont ils ont besoin pour améliorer leurs performances	<b>IRI301</b> : Nombre et type d'outils d'information développés pour les OP et OM des filières retenues	<b>30</b>	0	10	Plus bulletin agro filière
	<b>IRI302</b> : Part des OP de la zone satisfait de la qualité des informations disponibles sur les marchés agricoles	<b>50%</b>	0%	0%	
	<b>IRI303</b> : Part des OM actifs satisfaits de la qualité des informations disponibles sur les filières agricoles ciblées	<b>50%</b>	0%	0%	
Les petits producteurs, y compris les plus	<b>IRI304</b> : Nombre d'OP et/ou faitières représentées au sein	<b>6</b>	0	0	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées se réunissent au niveau national et formulent des recommandations quant aux mesures à prendre par le Gouvernement et/ou d'autres intervenants au niveau national.	des cadres de concertation interprofessionnels au niveau national				
	<b>IRI305</b> : Nombre de recommandations des cadres filières formulées et mises en œuvre (cumul)	<b>10</b>	0	0	
Les ressources du projet sont utilisées avec efficience et en cohérence avec les objectifs et les résultats attendus du projet.	<b>IRI306</b> : *Taux de décaissement des prêts et dons	<b>99%</b>	<b>0%</b>	<b>30 %</b>	Sans les engagements aux 30 juin 20122
	<b>IRI307</b> : Au moins 75 % des activités et budgets prévus dans le PTBA sont réalisés et déboursés	<b>75%</b>	0%	79 %	
	<b>IRI308</b> : Le système de S&E est mis en place et fonctionnel	<b>Oui</b>	non	Oui	Informatisation SISE en cours
	<b>IRI309</b> : Nombre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps	<b>12</b>	0	5	
	<b>IRI3010</b> : Les instances de pilotage se réunissent régulièrement	<b>2</b>	0	3	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	<b>IRI3011</b> : % des indicateurs de performance clés sont clairement identifiés et mesurés	<b>90%</b>	0%	75 %	
Les agences d'exécution chargées de la mise en œuvre des activités du projet sont compétentes et contribuent efficacement à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus du projet	<b>IRI3012</b> : Les indicateurs de performance stipulés dans les contrats des AE sont atteints :	<b>80%</b>	0%	<b>65 %</b>	



## **Appendice 7:        Gestion des savoirs: apprentissage et innovation**

### **Apprentissage**

50

84. Trente six (36) ateliers d'autoévaluation ont été organisés au niveau des sites de mise en œuvre des sous projets avec la participation de 1535 producteurs et opérateurs de marché. Trois (3) journées techniques pour les filières Mil/sorgho, niébé et sésame ont été réalisées pour partager avec les différents acteurs des filières (les OP, les opérateurs de marché, les tables filières, les services techniques déconcentrés, les élus locaux, les agences d'exécution et prestataires, les institutions de financement, la presse) les rapports des DRDR sur la mise en œuvre des sous projets financés par le projet. Ces journées techniques ont été aussi l'occasion pour les producteurs et opérateurs de marché de partager leurs expériences dans l'exécution des SPAM. A l'issue des ces journées, des facteurs de succès de la contractualisation ont été dégagés.

85. Pour respecter les normes de qualité définies dans les cahiers de charge des Opérateurs de Marché, les producteurs et productrices ont bénéficié de 215 sessions de formation sur les BPA du Mil/sorgho, Niébé et sésame. Au total, 3760 producteurs ont participé à ces sessions dont 13% de femmes adultes, 19% de jeunes filles, 28% de jeunes garçons et 40% d'hommes adultes. Au préalable, 188 Conseillers en Exploitation Familiale avaient bénéficié de deux sessions de formation sur les BPA de niébé, trois sessions de formation sur les BPA de Mil/sorgho et une session sur le sésame.

86. Trois (3) manuels de Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) sont élaborés et mis à la disposition des Organisations de Producteurs. Ces manuels ont servi de support à la formation des Conseillers en Exploitation Familiale. Les manuels de BPA sont en phase d'illustration pour rendre plus accessible leur contenu.

87. Pour préparer la mise en valeur des périmètres maraichers à réhabiliter dans les régions de Kaolack et de Diourbel, les membres des comités de gestion ont participé aux visites d'échanges dans les fermes de l'Agence nationale du plan retour vers l'agriculture (ANREVA) réalisées en aval des forages de Gapakh, Diaglé. Soixante dix (70) producteurs et productrices ont participé à ces visites d'échanges (78% femmes et 22% hommes) sur la gestion de périmètres, les méthodes de fertigation, les mécanismes de commercialisation et les itinéraires techniques.

88. Le PAFA publie un bulletin de liaison trimestriel dont le contenu porte essentiellement sur les expériences, les portraits des acteurs, l'état d'avancement des réalisations et les résultats des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Cinq cent (500) exemplaires du premier numéro ont été distribués aux différents partenaires du projet. Le second numéro est prévu dans le courant du mois de juillet 2012.

89. Avec l'appui d'une assistance technique, les membres de l'UCP et les autres partenaires de mise en œuvre ont été formés sur les outils de capitalisation afin d'identifier les thèmes prioritaires et pertinents, de les documenter, de les produire et de les éditer. Un livret de capitalisation sur la contractualisation commerciale OP/OM est en cours d'élaboration.

90. Dans le cadre de la stratégie de diffusion et de vulgarisation des informations nécessaires et utiles aux producteurs, le projet a signé des protocoles d'accord avec Sud Fm et les radios communautaires de Kaffrine et Koundoul. Au total quatre (4) émissions «Info-filières » sur (i) le niveau d'avancement des activités du projet, (ii) les bonnes pratiques agricoles du mil, du niébé et du sésame, ont été enregistrées et diffusées. Les émissions sur les bonnes pratiques agricoles ont été animées par les formateurs et les CEF en marge des sessions de formation.

91. Le projet a saisi le cadre de la FIARA pour assurer une information/communication institutionnelle sur le projet. Il a pris part aux différents fora et journées organisés et animé des journées de promotion « filières ». Durant la FIARA, le PAFA en relation avec les CCIA, a effectué un recensement des opérateurs économiques impliqués dans les filières mil/sorgho, niébé, sésame, aviculture.

92. Pour améliorer les connaissances sur les filières soutenues par le projet, la DAPS, dans le cadre du partenariat avec le projet, a élaboré trois notes de conjonctures sur les filières mil, niébé et sésame destinées aux acteurs des filières.

93. Pour une meilleure prise en charge de la dimension genre dans la mise en œuvre des activités, le dispositif technique (UCP, prestataire filière, tables filière, les directions techniques, les agences d'exécution, les chambres de commerce, les OP faitières) du projet a bénéficié d'une session de formation sur les outils Analyse socio-économique du genre (ASEG) appliqués aux filières agricoles. Vingt quatre (24) personnes ont pris part à la formation. Par la suite, l'UCP a appuyé les organisations faitières à démultiplier cette formation à la base. Au total, 110 personnes dont 80% femmes membres de l'UGF, d'UNICOM, de la CAA de Latmingué et du Conseil Rural ont bénéficié de cette démultiplication.

### **Innovation**

94. Décrire brièvement les innovations adoptées au cours de l'exécution et relevées dans le cadre de la mission de supervision. Indiquer dans cette description le type de l'innovation (adoption, adaptation ou création), le contexte dans lequel elle est appliquée ou peut être appliquée (projet, pays ou portefeuille) et ses possibilités d'application à plus grande échelle ou de transposition. Toutes les innovations peuvent être incluses, quel que soit leur degré de succès.

95. Farine enrichie. Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou xaleyi » de Kounghoul et Ets Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à deux (2) ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évalué à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et Child Fund (CF), l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. De même, un contrat de commercialisation est en cours de négociation avec un réseau de pharmaciens.

96. Association Mil/jatropha. Pour améliorer la fertilité des sols, le PAFA en partenariat avec la coopérative des producteurs de Jatropha est en train de mettre en œuvre un programme d'association mil/jatropha sur 200 ha dans le village de Koutal Malick Ndiaye. Pour mettre en œuvre ce programme, le projet a cofinancé avec la coopérative, la réalisation d'une pépinière de 100 000 plans de jatropha.

97. Semis à humide du mil. Pour lutter contre le striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil en humide après labour. Cette technique adoptée en 2011 par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record variant entre 850 et 2250 kg/ha contre un rendement moyen de 575 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

98. La gestion communautaire du matériel agricole. Généralement, la gestion du matériel agricole est individualisée au niveau des exploitations familiales de la zone d'intervention du projet. Les exploitations familiales ne disposant pas de matériels agricoles étaient obligées de louer parfois entre 25 000 à 30 000 FCFA pour semer 1 ha

ou de semer en dernier. En 2012, le PAFA a introduit la formule de gestion communautaire du matériel agricole. Celle-ci consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houes à traction animale) au niveau des OP porteuses des SPAM. Sur la base d'un calendrier accepté, le comité de gestion met à la disposition des ménages le matériel. Cette initiative a permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et à des petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques.